

[francebleu.fr](https://www.francebleu.fr)

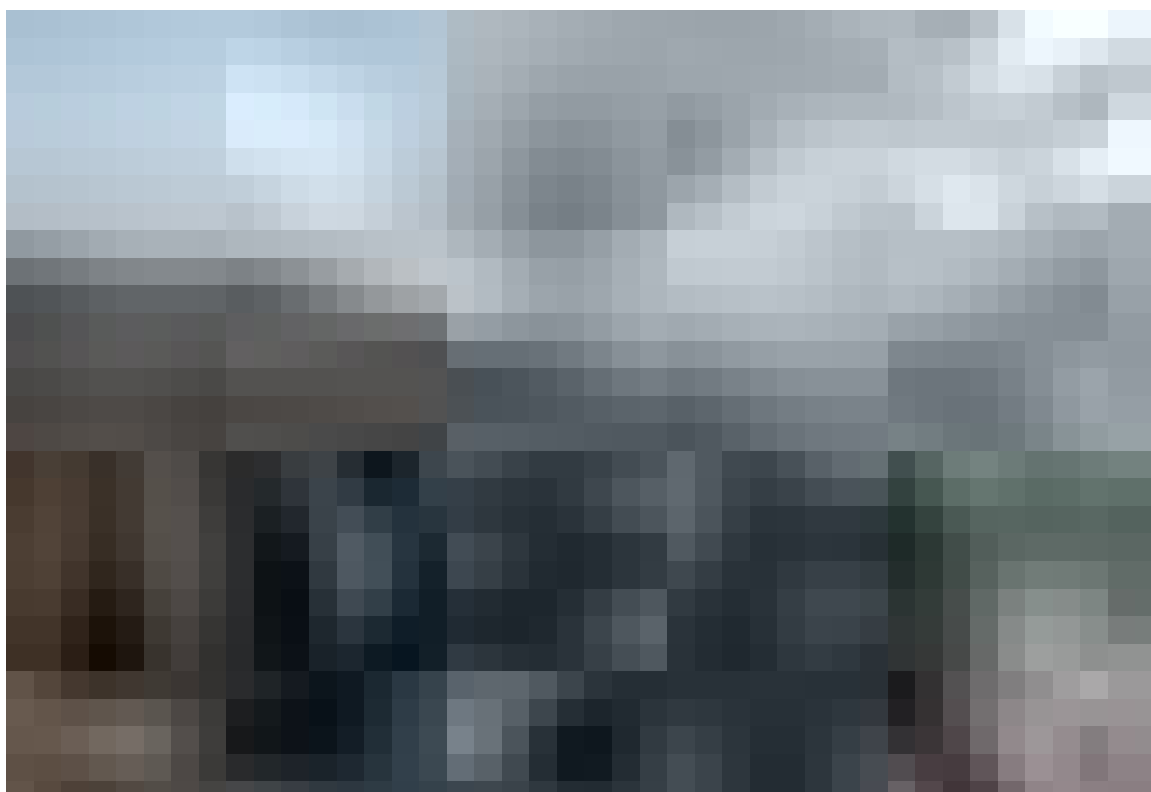
Le groupe scolaire Victor-Hugo à Grand-Couronne bloqué par des parents d'élèves

Théophile Pedrola

3-4 minutes

Des pneus devant l'entrée, du mobilier entassé à l'intérieur, un cadenas posé, des clanches dévissées... Le groupe scolaire Victor-Hugo à Grand-Couronne, est bloqué toute la journée ce vendredi 14 février.

Des parents d'élèves, ainsi que le personnel éducatif ont participé à ce blocage, réalisé pour alerter sur la situation de l'établissement, qui "manque de moyens" selon eux. Ils veulent qu'ils soit classé en "REP+", soit le "réseau prioritaire renforcé".





Un groupe de parents d'élèves présents à l'entrée de l'établissement © Radio France - Théophile Pedrola


« Mon enfant ne veut même plus aller à l'école. » Fanny, parent d'élève

"Il n'y a aucune surveillance dans cet établissement, clame Fanny, parent d'élève. Le midi à la cantine, toutes les classes sont mélangées, il n'y a qu'une personne pour surveiller. Mon fils rentre avec des bleus, des marques, des griffures... Il ne veut même plus aller à l'école..."

Le manque de moyens dans l'établissement touche aussi le secteur de l'éducation, **les parents d'élèves dénoncent de mauvaises conditions d'enseignement** : *"Il y a beaucoup d'élèves en difficulté, témoigne Amélie, représentante des parents d'élèves, qui a pris un jour de congé pour être présente aujourd'hui. Nous sommes sortis de ZEP (ex REP, NDLR), en 2015, et nous avons des effectifs d'élèves par classe de plus en plus importants. Nous avons tous les critères pour être classés en REP, ou en REP+.*

Des résultats trois à cinq fois moins bons que la moyenne de la circonscription

Selon les parents d'élèves, **57 élèves de maternelle sur 214 ont fait une demande pour bénéficier du RASED** (réseaux d'aides spécialisées pour les élèves en difficulté), des cours supplémentaires de soutien. 78 élèves sont dans ce cas-là sur 194 en primaire. *"Sur les évaluations nationales de CP, il y a des résultats trois à cinq fois inférieurs aux résultats de la circonscription"* se désole Amélie.





Des pneus et des barrières à l'entrée du groupe scolaire. ©
Radio France - Théophile Pedrola

"On ne peut pas accepter qu'une école soit bloquée", réagit Michael Merlin de l'Inspection académique, venu à la rencontre des manifestants. Une longue discussion s'ensuit et débouche sur une certaine forme d'accord : "Une date de rencontre, à la rentrée des vacances de février, est fixée. Les parents seront reçus pour exposer leurs difficultés. En attendant cette date, le blocage doit cesser."

L'inspecteur d'académie prendra ensuite une décision, concernant le classement en REP, REP+ ou non, de cet établissement.